

Rechtsanwälte

5201 Brugg Postfach 460

Gunhilt Kersten  
Rechtsanwältin  
Mediatorin SAV  
kersten@mhkl.ch

Luc Humbel  
Rechtsanwalt  
humbel@mhkl.ch

Roland Miotti  
Rechtsanwalt  
miotti@mhkl.ch

Dr. Sarah Brunner  
Rechtsanwältin  
brunner@mhkl.ch

## Avis de droit du 30 mai 2011

Eingetragen im  
Anwaltsregister

sur la transmission systématique  
du set de données 2 avec la facture  
à l'assureur maladie

Mitglieder des  
Schweizerischen  
und Aargauischen  
Anwaltsverbandes

Zusammenarbeit  
mit Urs Hänggli  
Notar  
haenggli@mhkl.ch

à l'attention de H+ et de la FMH

MwSt.-Nr. 536.995

## 5. Conclusion

Sur la transmission systématique du set de données médicales 2 avec la facture à l'assureur maladie en vue du contrôle de l'économicité

La transmission systématique du set de données médicales 2 avec la facture à un assureur est objectivement inappropriée pour le contrôle de l'économicité au sens d'une comparaison systématique des prestations sur la base des forfaits par cas. Il convient de donner la préférence à un contrôle de l'économicité sur la base de données pseudonymisées – comme celles qui sont disponibles dans la statistique de l'OFS – car l'objectif du système SwissDRG consiste à nourrir une étude statistique avec tous les forfaits par cas facturés afin de pouvoir tirer des conclusions sur l'économicité des prestations de chaque fournisseur de prestations. La transmission systématique de tous les sets de données médicales à l'assureur violerait le principe de la proportionnalité et les fondements de la protection des données.

Sur la transmission systématique du set de données médicales 2 avec la facture à l'assureur en vue du calcul de l'indemnisation de la prestation (contrôle des factures, par ex. vérification de la durée de séjour)

La transmission systématique du set de données médicales 2 avec la facture à l'assureur n'est pas appropriée pour effectuer le calcul de l'indemnisation de la prestation au cas par cas (par ex. pour le contrôle de la durée de séjour). En effet, la transmission systématique de diagnostics très précis, qui permettent de tirer des conclusions sur la situation sociale, qui indiquent des comportements déterminés ou qui peuvent être considérés comme stigmatisants par une partie de la population, aboutit au stockage de données qui ne sont pas nécessaires au calcul de l'indemnisation de la prestation au cas par cas (par ex. pour le contrôle de la durée de séjour). La collecte et la conservation d'une masse de données qui, pour l'essentiel, ne seront jamais nécessaires, violeraient le principe de la proportionnalité et les fondements de la protection des données.

Sur la transmission systématique du set de données médicales 2 avec la facture à l'assureur en vue du contrôle du codage

L'exactitude du codage, et partant la facture, peut être contrôlée à l'aide de la révision du codage – une procédure qui est déjà établie. Incontestablement, l'objectif de la révision du codage n'est pas perçu par les as-

sureurs. La transmission systématique de données à l'assureur en vue du contrôle du codage violerait le principe de la proportionnalité et les fondements de la protection des données.

Sur la transmission du set de données 2 dans un cas isolé en vue du calcul de l'indemnisation de la prestation (durée de séjour, indications sur un éventuel regroupement de cas, etc.)

Le set de données 1 est suffisant pour le contrôle du calcul de l'indemnisation de la prestation (durée de séjour, indications sur un éventuel regroupement de cas, etc.). Sur la base du set de données 1 livré par le fournisseur de prestations, l'assureur a la possibilité de procéder à des analyses et / ou à des sondages pour le contrôle des factures. Afin d'éclaircir au cas par cas des questions relatives au calcul de l'indemnisation de la prestation, l'assureur peut demander au fournisseur de prestations la transmission du set de données 2 pour un cas ou des cas décrits précisément. Le fournisseur de prestations doit en informer le patient ou la patiente, qui décidera si ses données doivent être transmises à l'assureur ou au médecin-conseil. Dans la mesure où c'est nécessaire, le fournisseur de prestations doit transmettre impérativement le set de données 2 au médecin-conseil. En cas de doute sur l'existence d'un tel cas contraignant, le set de données 2 doit être envoyé au médecin-conseil.

V\_30.05.11